



Cabinet du Président

**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD, PRÉSIDENT
DE LA REGION BRETAGNE,**

Rennes, le 16 décembre 2021

Cher.e.s collègues,

Adrien Kervella est décédé le 29 novembre dernier et avec son départ c'est toute une page de l'histoire bretonne qui nous revient. Avec d'autres élus bretons il ira à Chicago en 1980 défendre les intérêts de la Bretagne au procès de l'Amoco Cadiz.

Plusieurs fois élu Maire, Conseiller général, Conseiller régional il a beaucoup fait pour Saint-Pol, pour Roscoff et le Nord Finistère. Pour son engagement, pour son action, je présente nos plus sincères condoléances à sa famille, à son fils Philippe présent dans le public. Et je vous propose d'observer une minute de silence qui nous permettra aussi d'avoir une pensée pour Jacques Auxiette, ancien Président de région qui aura avec Jean-Yves Le Drian œuvré pour une coopération avec la Bretagne dans de nombreux domaines.

...

Bretonnes, Bretons,
Cher.e.s collègues,

Notre session se déroule une nouvelle fois dans des conditions dégradées, avec une présence limitée d'élu.e.s régionaux. Ces mesures pesantes sont rendues nécessaires par cette cinquième vague qui déferle en France, qui met en danger les personnes fragiles ou non vaccinées et qui augmente sensiblement le risque de mutation de ce virus qui n'abandonne pas son combat contre notre santé contre notre mode de vie et qui met à l'épreuve notre solidarité.

Je pense à cet instant aux équipes de santé, des hôpitaux aux pharmacies en passant par les médecins et infirmier.e.s libéraux qui assument courageusement leur mission dans un contexte d'épuisement et d'incohérences qui nous place tous en fragilité.

Epuisement d'un système de santé entré dans la crise dans une situation de fragilité que tous reconnaissent.

Incohérences produites par la légitime mise en tension de l'ensemble du système de soin depuis bientôt deux ans pour vacciner, tester, et soigner mais qui, ajoutée au manque structurel de moyens abîment notre système de soins.

L'hôpital s'effrite, prenons garde qu'il ne dévise pas. La santé est un besoin fondamental, accru avec cette pandémie, santé physique et mentale. Nous proposerons un vœu à la fin de cette session. Ne pensons pas comme on l'entend dans les débats nationaux que l'on pourrait réduire les contributions sociales massivement sans que cela ait des conséquences sur la qualité de soin. Le rôle de l'impôt et des contributions sociales doit toujours être remis en perspective d'un projet et particulièrement celui de la santé qui est la première dépense publique et notre première préoccupation. Ce sujet, plus que d'autres, mériterait un débat lors de la campagne nationale qui débute.

Je pense à cet instant à nos marins-pêcheurs habitués des eaux des îles anglo-normandes, otages de combats lointains entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne. Des combats menés à coup de phrases définitives, à coup de mentons déterminés, à coup de menaces réitérées.

Si ces combats se mènent bien loin de nos ports, leurs impacts se ressentent sur nos quais.

Ce sont nos marins-pêcheurs qui sont dans le doute,

Ce sont nos marins-pêcheurs qui n'ont pas leurs licences,

Ce sont nos marins-pêcheurs qui ne peuvent investir dans de nouveaux navires sans garantie de portabilité des licences.

Il est temps d'en finir et de se consacrer à un sujet structurellement important pour la flotte bretonne : la révision de l'accord Brexit en 2026 ! Sur les îles anglo-normandes ma conviction, et je l'ai dit au Commissaire Sinkevicius, est qu'il faut extraire ce dossier des débats Brexit et revenir à la situation antérieure, fonctionnelle et cohérente, des accords locaux.

Dans une Europe à 450 millions d'habitants, où tant de pays n'ont pas d'accès à la mer, où moins d'un pour cent des citoyens européens savent ce qu'est ce sujet des îles anglo-normandes, il faut passer d'urgence à la subsidiarité et à l'échange entre professionnels et entre voisins, qui savent travailler ensemble. Je le redis, il nous faut aussi des moyens pour la filière et pour les infrastructures portuaires. La réserve d'ajustement BREXIT doit nous y aider. Et il est temps d'obtenir les arbitrages du volet mer du contrat de plan Etat Région. Je le dirai demain au Président de la République qui réunit les présidents de la façade Manche sur le sujet du BREXIT. L'invitation est tombée hier soir.

Je pense à cet instant à nos agriculteurs et agricultrices, dont l'activité conditionne notre subsistance, et qui traversent des bouleversements considérables. Les agriculteurs et agricultrices sont au cœur de beaucoup de

solutions face aux enjeux qui se dressent devant nous. A l'heure où certains espaces en France ou en Europe sont en voie de désertification, à l'heure où la décarbonation intègre peu à peu tous les modèles économiques et financiers, notre mission est simple : participer à notre souveraineté alimentaire avec une agriculture performante, capable de nous nourrir et de nourrir les paysans, intégrant les limites de la planète et les enjeux environnementaux qui assurent sa durabilité.

Les performances de l'agriculture bretonne sont remarquables de ce point de vue, et si nous avons encore à évoluer, encore à progresser, il est indispensable de le dire ! Surtout si nous voulons accueillir des jeunes et renouveler les générations. Vous avez lu comme moi les chiffres du recensement agricole qui confirment ce que nous vivons dans nos campagnes : départs en retraite non compensés, abandon du lait sur système herbagé au profit de cultures, vieillissement des actifs... Nos états généraux de l'installation et de la transmission intègrent tout cela, et nous aurons chers collègues à débattre de la mise en œuvre des actions nécessaires pour maintenir en Bretagne une agriculture diversifiée, familiale et performante sur les trois piliers interdépendants que sont le social, l'économique et l'environnement.

Je le dis avec force, l'arrêt de l'élevage n'est pas une solution pour l'avenir de l'agriculture bretonne.

Ma mission est d'accompagner les agriculteurs, tous les agriculteurs, ces femmes et ces hommes qui sont des partenaires pour réussir les transitions.

Je pense à cet instant aux plus fragiles, aux plus modestes, à toutes celles et ceux qui ont été heurtés par la crise Covid et qui subissent aujourd'hui la hausse des prix de l'énergie. A leur angoisse de voir ce monde changer, ne doivent pas s'ajouter pour eux seuls la note des transitions à l'œuvre.

Et puisque je parle de transitions, je veux ici dire combien nous devons intégrer dans nos actions le sujet du climat.

Climat qui change, c'est écrit durablement dans l'atmosphère après un siècle de combustion exponentielle de charbon et de pétrole.

Climat que l'on doit préserver, et c'est sûrement une difficulté supplémentaire, pour éviter d'accentuer les dérèglements au-delà de 2050.

Il était donc logique que le premier bordereau de mise en œuvre du projet que j'ai porté devant les Bretons aux dernières élections, soit un bordereau sur le climat, porté par le Premier Vice-président. Ce texte permettra de débattre du sujet, de faire un point de situation mais surtout de renforcer notre plan pour agir en profondeur, avec chacune de nos actions, pour concourir à la réduction de notre empreinte carbone, pour participer à cette Europe neutre en carbone qui doit sous-tendre notre modèle de développement.

Il s'inscrit dans l'action que nous menons résolument depuis plusieurs années et qui s'était déjà accéléré avec la BreizhCOP. BreizhCOP, que nous avons construite suite à la COP de Paris pour répondre à l'urgence climatique. Nous avons alors pris un coup d'avance et nous devons le garder, non pas pour faire de la com mais parce que notre pays, notre continent, notre planète a déjà pris beaucoup de retard.

La lutte contre le dérèglement climatique doit être continue, collective et irréversible.

Elle doit être porteuse d'enthousiasme. Ne nous enfermons pas dans les discours de fin du monde, rappelons que le sens de notre action est de bâtir une Bretagne innovante, résiliente, solidaire, sobre. Que le sens de notre action est d'être partenaire de toute la jeunesse pour l'aider à atteindre ses objectifs climatiques, d'égalité et de vivre ensemble. Mais aussi ses objectifs professionnels et d'épanouissement personnel.

Chacun connaît aujourd'hui les enjeux et ce que l'on attend de nous, ce ne sont pas des discours, c'est une action construite, organisée et résolue. Une action qui doit irriguer toutes nos politiques : de nos achats aux transports, à nos lycées, à nos aides.

C'est la raison de ce bordereau qui sera complété par la modification de notre SRADETT permettant de réaligner nos objectifs sur les nouveaux objectifs européens et la loi climat et résilience.

Il est aujourd'hui clair que les choses bougent, mais il faut noter aussi la latence des changements et le risque que nous avons de voir quelques zones du monde, et non des moindres, s'affranchir de ces efforts pourtant indispensables pour l'avenir de l'Humanité. Rien ne doit pourtant nous départir de ce basculement dans une société débarrassée des énergies fossiles, où l'économie circulaire est source de rendements et de performance.

Cela demande courage et engagement.

Cela demande de la recherche et de l'innovation.

Cela demande aussi des investissements considérables, y compris pour nos collectivités au regard de nos propres actifs : trains, car, bateaux, lycées, ports ou canaux.

Cela demande de la justice. Les responsables les plus importants des émissions de gaz à effet de serre doivent prendre leurs responsabilités et ne pas la masquer par un recours à la seule compensation. Pour le dire plus directement, cela n'a aucun sens de développer d'un côté du tourisme spatial, activité qui n'apporte aucun progrès à l'humanité, et de l'autre annoncer des dons de centaines de millions de dollars pour la planète.

Avec ce bordereau, nous annonçons la création d'un haut conseil breton pour le climat. Il pérennise le travail que nous avons déjà avec le conseil scientifique de la Breizh COP. Il sera indépendant et chargé de donner des avis sur nos

décisions et actions en matière de climat. Nous avons besoin des scientifiques pour nous éclairer sur toutes les composantes de la transition.

Il convient ici de rappeler l'enjeu de l'équilibre social, l'enjeu de la solidarité et de l'inclusion. Dans chaque révolution industrielle, que ce soit l'arrivée de la machine à vapeur, de l'électricité ou de l'informatique, des mouvements longs et lourds se sont produits dans la tectonique mondiale des Etats et entreprises, et de grands déséquilibres ont heurté les populations, générant autant d'opportunités pour certains que de risques pour d'autres.

C'est ce que nous vivons dans cette bascule vers l'après-pétrole, dans notre projection consciente dans un monde décarboné qui consiste à se passer d'une énergie qui a changé le monde, qui a permis prospérité et financement de systèmes sociaux complexes, mais qui a aussi durablement et profondément modifié les équilibres environnementaux. Bref il faut se passer d'une drogue dure, et le sevrage n'est jamais facile.

Je veux remercier ici la Présidente de la commission climat et l'ensemble des élus qui ont participé aux débats dans toutes les commissions. Nous avons pu travailler sur des amendements pour améliorer le texte. Je suis convaincu que le sujet du climat est un formidable sujet pour montrer notre engagement collectif pour l'avenir de la Bretagne.

Cet esprit collectif est celui que nous avons voulu avec Stéphane Perrin, que je remercie pour son engagement, pour bâtir notre nouveau règlement intérieur avec chacun des présidents de groupe.

Je constate que cette proposition issue de plusieurs mois de travail et de quatre réunions avec les groupes politiques, ne recueille pas un consensus large des groupes de l'assemblée. J'ai donc décidé de retirer le règlement intérieur de l'ordre du jour. Nous ne sommes pas sans rien, nous avons déjà un règlement intérieur. Et le moment venu nous l'amenderons.

Mais que les choses soient claires, j'ai toujours autorisé dans cet hémicycle que l'on parle librement breton ou gallo. Et lire sur les réseaux sociaux des tweets mensongers sur ce sujet, de voir que l'on instrumentalise les langues régionales au service de petits jeux politiques, ça, je ne l'accepte pas, ce n'est pas ma conception de la politique et du collectif.

Sur les langues, comme sur le reste, nous ferons ce que nous avons dit. Je remercie Christian Troadec, Paul Molac, Kaourintine Hulaud et les élus de tous les bancs qui travaillent à leur côté sur la convention qui lie Etat – Université – Région qu'il faut maintenant signer rapidement. Le nerf de la guerre est de former des enseignants pour multiplier le nombre de locuteurs, c'est ce que nous mettons au cœur de cette négociation.

...

Les orientations budgétaires qui seront présentées proposent un cadre pour l'action au cours de ce mandat. Elles montrent l'ambition de mettre en œuvre l'ensemble des engagements pris devant les Bretons. Rien ne sera oublié. Et elles montrent aussi mon engagement de toujours maîtriser nos dépenses pour que notre collectivité garde toujours des moyens d'action aujourd'hui et demain.

Au cours de ce mandat, nous connaissons deux élections présidentielles et donc deux élections législatives. Autant d'occasions pour faire passer l'idée que les régions sont des partenaires pour réussir les transitions et espérer que la France se transforme aussi dans son organisation politique. Comme je l'ai déjà souvent dit, il y a deux modèles que nous n'avons pas encore testés sous la 5^{ème} République : le nationalisme et le régionalisme. Deux alternatives au jacobinisme mais un seul qui renforcera la démocratie et la République.

Nous débattons aussi de la méthode pour écrire notre future stratégie de développement et de transitions économiques. Je vous propose un choix fort, celui de concevoir notre stratégie économique, notre stratégie pour l'emploi et

notre stratégie pour l'enseignement supérieur et la recherche de manière coordonnée. Là encore, les enjeux de transition climatique et numérique pour ne citer qu'eux nous obligent à revoir notre façon de faire. Si nous voulons plus d'emplois et moins de carbone, alors il nous faut anticiper et organiser les impacts des transitions sur l'emploi. C'est pourquoi, je propose de sortir des silos et d'intégrer la transversalité entre nos politiques dès la stratégie. C'est un non sens face à l'urgence climatique, à la numérisation de notre société, à toutes les ruptures technologiques et en particulier l'intelligence artificielle, de continuer de penser d'un côté le développement des entreprises, de l'autre celui de l'emploi et de la formation, de l'autre l'université. Nous travaillerons ces sujets de manière collective.

Concernant le prochain contrat de plan Etat Région, une nouvelle conférence territoriale de l'action publique aura lieu la semaine prochaine. Elle permettra de faire un point sur la réunion de la commission d'orientation des infrastructures qui s'est déroulée la semaine dernière à Paris. Nous avons lors de cette réunion avec le Premier Vice-président et le Préfet de région rappelé les orientations du pacte d'accessibilité pour la Bretagne signé avec le Premier ministre, Edouard Philippe, en 2019.

Le calendrier est le suivant : nous finaliserons les négociations du contrat de plan en début 2022, il fera l'objet d'un débat en session en février. Ensuite, nous entamerons les discussions pour le volet mobilité avec l'objectif de finaliser dans le courant de l'année.

Mes cher.e.s collègues, nous avons devant nous une session de deux jours, utilisons-la pour montrer que nous sommes une région qui propose des solutions au service des Bretons, de la Bretagne, de la planète.

Je vous remercie.